

COMPRENDRE L'ENGAGEMENT DES PRINCIPAUX PRÊTEURS DANS LES INITIATIVES DE PRÊT SOUVERAIN ET DE RESTRUCTURATION DE LA DETTE

ENGAGEMENT DU RÉSEAU DES GESTIONNAIRES DE LA DETTE
PUBLIQUE EN AFRIQUE - 27 OCTOBRE 2022

Jim Matsemela

Responsable du programme « Gestion de la
dette soutenable » de CABRI

ENGAGEMENTS DE PRÊTS CHINOIS À L'AFRIQUE

Les prêts de la Chine en Afrique sont restés importants en 2019*

- Après une décennie de croissance rapide, les prêts chinois à l'Afrique ont culminé en 2016 à 28 milliards de dollars sur un engagement total estimé allant de 153 milliards de dollars à 160 milliards de dollars entre 2000 et 2019.
- Environ 80 % de ces prêts ont été financés ou engagés pour des **projets d'infrastructures économiques et sociales : principalement dans les secteurs des transports, de l'électricité, des télécommunications et de l'eau**
- La note d'information indique que si un pays africain qui a reçu la plupart des prêts chinois est exclu des données, les prêts chinois ont atteint un sommet en 2013 – l'année du lancement de l'initiative « la Ceinture et la Route » (ICR).
- La baisse depuis 2013 reflète les préoccupations de la Chine concernant la **viabilité de la dette** ainsi que la **transformation structurelle** y compris les changements prévus de la **composition des prêteurs chinois**
- Alors qu'en 2000, seuls 3 prêteurs chinois finançant 14 projets d'une valeur moyenne de 10 millions d'USD avaient été enregistrés, en 2019, les données comprenaient plus d'une trentaine de banques et autres prêteurs.
- Cela signifie l'évolution prévue des prêts de la Chine en Afrique, comme en témoigne l'évolution de la composition des créanciers chinois.
- La Banque d'import-export de Chine (BIEC ou China Eximbank), qui est l'organisme public de crédit à l'exportation de la Chine et le prêteur ayant la plus grande exposition et la plus grande expérience en Afrique, a engagé 10,4 milliards d'USD rien qu'en 2013.*
- Cependant, depuis 2014, Eximbank n'a enregistré en moyenne que 6,4 milliards d'USD d'engagements de prêts annuels, moyenne qui a encore chuté à 4 milliards d'USD en 2019.
- En revanche, une augmentation des prêts accordés par les banques commerciales telles que la Banque de développement de Chine (BDC), la Banque industrielle et commerciale de Chine (BICC) et la Banque de Chine (BC) ainsi que des prêts bancaires syndiqués, a été observée.

*Deborah Brautigam, Kevin Acker.2021. *Twenty years of Data on China Africa's lending. Briefing Paper No.4.* China Africa Research Initiative (CARI)

ENGAGEMENTS DE PRÊT CHINOIS À L'AFRIQUE ENTRE 2000 ET 2019*

Secteur	Engagement en USD	Nombre de prêts	% des engagements en USD
1. Transports	46,8 milliards	288	29,25
2. Électricité	40,5 milliards	176	25,31
3. Secteur minier	18 milliards	11	11,25
4. TIC	13,5 milliards	148	8,44
5. Eau	7,4 milliards	93	4,62
6. Autres services sociaux	5,6 milliards	64	3,50
7. Multisecteur	3,8 milliards	21	2,37
8. Industrie	3,6 milliards	27	2,25
9. Défense	3,5 milliards	27	2,19
10. Gouvernement	3,5 milliards	24	2,19
11. Activité bancaire	2,5 milliards	14	1,56
12. Unallocated	2,5 milliards	143	1,56
13. Agriculture	2,2 milliards	41	1,37
14. Budget	2,1 milliards	24	1,31
15. Éducation	1,7 milliard	33	1,06
16. Affaires	1,5 milliard	12	0,94
17. Santé	1 milliard	31	0,62
18. Commerce	139 millions	7	0,09
19. Autres marchandises	100 millions	1	0,06
20. Denrées alimentaires	46 millions	2	0,03
21. Environnement	38 millions	1	0,02
TOTAL	160 milliards	1 188	100 %

* Source : Boston University Global Development Policy Centre/China Africa Research Initiative - Mars 2021

ÉVOLUTION DE LA COMPOSITION DES PRÊTEURS CHINOIS

Quatre prêteurs chinois ont participé à la restructuration de la dette*

1. La Banque d'import-export de Chine (Eximbank)
 - La seule banque offrant des prêts concessionnels d'aide étrangère subventionnés par le gouvernement et l'organisme public de crédit à l'exportation de la Chine
 - Le plus important prêteur depuis 2000 qui représente 56 % de tous les prêts
 - Entre 2000 et 2009, Eximbank a engagé 71 % de tous les prêts à l'Afrique
 - Cependant, la part d'Eximbank dans le total des engagements de prêt a diminué à 53 % (67 milliards d'USD) au cours de la dernière décennie.
2. La Banque de développement de Chine (BDC)
 - Considéré comme ayant un statut « hybride » combinant les caractéristiques d'une banque politique et d'une banque commerciale et représentant 24 % de tous les prêts depuis 2000
 - Entre 2010 et 2019, la BDC a représenté 30 % (37 milliards d'USD) des engagements de prêts chinois
3. La Banque industrielle et commerciale de Chine (BICC) et la Banque de Chine (BC)
 - Ces deux banques sont strictement commerciales et entre 2015 et 2019, ont signé des engagements de prêt d'un montant de 6,5 milliards d'USD en Afrique, contre 3,9 milliards d'USD entre 2010 et 2014.

*Deborah Brautigam, Kevin Acker. 2021. *Twenty years of Data on China Africa's lending. Briefing Paper No.4.* China Africa Research Initiative (CARI)

L'ALLÈGEMENT DE LA DETTE CHINOISE EN AFRIQUE

L'allègement de la dette* peut comprendre :

1. Le renouvellement/refinancement de la dette
 - L'encours du prêt est transféré à un nouveau contrat de prêt
2. L'aménagement/le rééchelonnement de la dette
 - Prolongation du délai de remboursement, mais sans réduction de la valeur actualisée nette de la dette
3. La restructuration de la dette
 - Modifications des conditions/termes qui entraînent une réduction de la valeur actualisée nette
4. La remise de la dette
 - Réductions du principal, qui peuvent être partielles ou complètes

*Source: China Africa Research Initiative (CARI)

L'ALLÈGEMENT DE LA DETTE CHINOISE EN AFRIQUE

Quatre catégories d'allègement de la dette chinoise - selon la *China Africa Research Initiative* (CARI) :

1. Initiative de suspension du service de la dette du G20 (ISSD)
 - Eximbank et l'Agence chinoise de coopération internationale pour le développement (CIDCA)- aurait suspendu 1,3 milliard d'USD de service de la dette dans 23 pays du monde entier en vertu de l'ISSD, y compris dans 16 pays africains
2. Annulation de la dette dans le cadre du Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC)
 - La Chine a affirmé avoir annulé la dette de prêts sans intérêt arrivant à échéance à la fin de 2020 pour 15 pays africains
 - Les annulations dans 7 pays africains se sont élevées à 113,8 millions d'USD
3. Allègement special (ponctuel) de la dette
 - Un pays africain aurait reçu des reports de remboursement de la BDC et de la BICC pour un total de 4,9 milliards d'USD.
 - Contributions au Fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes du FMI
 - La Chine aurait contribué à hauteur d'environ 8 millions d'USD à ce fonds d'affectation spéciale.

SUGGESTIONS POUR LE RÈGLEMENT DE LA DETTE

Renouvellement d'une initiative internationale de restructuration de la dette*

1. S'appuyer sur le Cadre commun actuel et l'étendre pour inclure tous les pays très endettés tout en suspendant le service de la dette lorsque les pays font l'objet d'un traitement de la dette
 - Cela incitera les créanciers à participer et à respecter le calendrier du plan de restructuration tout en dissipant les craintes de notation pour les pays débiteurs
2. Des hypothèses réalistes sur la dynamique de la dette d'un pays devraient ancrer l'analyse de viabilité de la dette
 - Diagnostiquer correctement si la dette d'un pays est soutenable dans le cadre de paramètres macroéconomiques robustes, de priorités de dépenses et de mobilisation des recettes – en tenant également compte de la vulnérabilité du pays et de son exposition aux chocs économiques et au changement climatique
 - Ceci est fait afin d'estimer l'ampleur et le type de traitement de la dette qui sera nécessaire pour rétablir la viabilité de la dette.
 - Si l'AVD a établi des préoccupations en matière de viabilité de la dette, l'accent devrait être mis sur la réduction de la valeur nominale au cours des prolongations d'échéance, des différés d'amortissement (ou délais de remboursement) et des réductions de taux afin d'éviter un cycle de restructuration ultérieure.
3. Les conditionnalités des politiques doivent être examinées avec soin
 - Les conditionnalités imposées, telles que les engagements des pays à l'égard des réformes dans le cadre du programme-pays appuyé par le FMI, devraient prévenir l'impact négatif de ces réformes imposées sur les groupes vulnérables et à faible revenu, en particulier lorsque les ajustements budgétaires reposent sur des compressions des dépenses.
 - Les multitudes de propositions d'échange de créances contre finances pour le développement au niveau mondial sont axées sur le climat, la nature et l'environnement – il est donc plus logique d'offrir un allègement de la dette aux pays les plus pauvres pour leur permettre d'investir davantage dans l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets.
 - Surtout, ces pays contribuent le moins au climat, mais supportent le coût le plus élevé de celui-ci.
4. La participation des créanciers privés devrait être encouragée
 - Bien qu'il soit de l'obligation légale des créanciers de coopérer de bonne foi à une restructuration des cadres communs (CC) lorsque la dette a été jugée insoutenable et que le créancier a été invité à participer à des conditions comparables à celles d'autres créanciers, certains rehaussements de crédit (p. ex. fonds de garantie), fonds de rachat ou d'échange de créances et instruments de recouvrement de valeur (IRV) peuvent être encouragés.
5. Encourager le développement d'instruments de dette conditionnelle de l'État et élargir l'utilisation des clauses d'action collective (CAC).
 - Alors que le marché des SCDI (instruments de dette éventuelle publique) a été lent à décoller, avec des chocs climatiques et externes plus fréquents, les pays les plus vulnérables à ces chocs peuvent réellement bénéficier de la nature de ces instruments.
6. Donner la priorité aux pays les plus vulnérables si le financement reste une contrainte
 - L'offre internationale de restructuration de la dette nécessitera un financement supplémentaire du secteur public sous forme de prêts concessionnels, de dons et de garanties
 - Il est recommandé de commencer par les pays les plus vulnérables, puis d'élargir les critères d'éligibilité en fonction d'un financement supplémentaire.

*Jensen, L..2022. *Avoiding "Too Little Too Late" on International Debt Relief*. UNDP – Development Future Series Working Paper

2022*

D^{re}. Deborah Brautigam et ses collègues de recherche ont figuré dans le podcast *China in Africa*, ["The Port of Mombasa Was Never at Risk of Being Seized by China,"](#) du 26 avril 2022.

New 24, un média local du Kenya, a rapporté le document de travail de la CARI dans son article, ["Kenya will not lose Mombasa port to the Chinese, think tank report says,"](#) du 19 avril 2022.

The Maritime Executive a mentionné le document de travail de CARI dans ["Report: Port of Mombasa is Not Collateral for Kenya's Chinese Loans,"](#) du 19 avril 2022.

The Standard a rapporté le document de travail de CARI dans ["How SGR tax saved Kenya from mortgaging Mombasa port,"](#) le 18 avril 2022.

Le *South China Morning Post* a rapporté les recherches de CARI dans son article, ["Report casts doubt on Chinese debt-trap threat to Kenya's Mombasa port,"](#) du 17 avril 2022.

Dans ["Sri Lanka's crisis is not just a Sri Lankan problem,"](#) CGTN a fait référence aux recherches du D^{re}. Deborah Brautigam, le 7 avril 2022.

The Asia Times a mentionné la D^{re}. Deborah Brautigam dans l'article, ["The perils of a return of great power rivalry to South Pacific,"](#) du 6 avril 2022.

The East African a fait référence aux recherches de CARI dans son article, ["Saudi Arabia mulls oil pricing in Chinese yuan,"](#) du 29 mars 2022.

African Business a mentionné le livre de la D^{re}. Deborah Brautigam intitulé *The Dragon's Gift*, dans son article ["Africa must learn to compete with dominant Chinese firms,"](#) du 10 mars 2022.

Yunnan Chen a été mentionné par *Voice of America* dans son article, ["Can China Shield Africa From Fallout of Sanctions Against Russia?"](#) du 9 mars 2022.

D^{re}. Deborah Brautigam a figuré dans la [Twelfth Annual N.T Wang Distinguished Lecture "China is Not a Donor"](#) de la Chine et du Programme mondial à la *School of International and Public Affairs* de la *Columbia University*, le 28 février 2022.

Le *Financial Times* a mentionné la D^{re}. Deborah Brautigam dans son article, ["Chinese lenders squeeze African borrowers even harder,"](#) du 27 février 2022.

Le *South China Morning Post* a fait référence aux recherches de CARI dans son article, ["EU makes US\\$170 billion play to rival China in Africa. But where is the money coming from?"](#) du 18 février 2022.

Dans ["The Search for Sustainable Solutions to Debt Accumulation in Sub-Saharan Africa,"](#) publié par la *Observer Research Foundation*, l'auteur Abhijit Mukhopadhyay a mentionné les données de CARI, le 15 février 2022.

Le *South China Morning Post* a mentionné des données de CARI dans son article, ["Nigeria looks to Europe for funding as Chinese lenders move away from costly projects in Africa,"](#) 5 février 2022.

Le *South China Morning Post* a fait référence aux recherches de CARI dans son article, ["China's backing for global debt transparency crucial to contain Covid-induced stress in emerging markets,"](#) 31 Janvier 2022.

Dans un article publié par le *Foreign Policy Research Institute*, ["Chinese Economic Engagement in Africa: Implications for U.S. Policy,"](#) les auteurs ont mentionné des données de CARI, le 24 Janvier 2022.

Dans ["China envoy appointment signals deeper ties with Horn of Africa,"](#) le *Financial Times* a fait référence à des données de CARI, le 24 Janvier 2022.

Le *Financial Times* a mentionné des données de CARI dans son article, ["China applies brakes to Africa lending,"](#) du 11 Janvier 2022.

Dans ["China Looks to Play More Active Role in Horn of Africa Conflicts"](#) publié dans *The Diplomat*, l'auteure Shannon Tiezzi, a mentionné les données de CARI, le 7 janvier 2022.

Je vous remercie